

TURQUIE

Les mesures démocratiques proposées par le gouvernement ne peuvent être considérées comme de réelles réformes

Index FI: EUR 44/61/95

Pour diffusion immédiate

« Le train de mesures promis par la Turquie en matière de démocratie va permettre la libération bienvenue de prisonniers, mais ne peut en aucun cas être considéré comme une initiative sérieuse de réformes », a déclaré aujourd'hui (lundi 22 mai) Amnesty International.

Aux yeux de l'Organisation, les réformes envisagées – et qualifiées par le Premier ministre, Mme Tansu Ciller, d'« initiative en faveur de la démocratie » – ne contiennent strictement aucune mesure visant à résoudre les problèmes fondamentaux de la Turquie en matière de droits de l'homme, à savoir : torture systématique et très répandue, exécutions extrajudiciaires et nombre croissant de "disparitions" en garde à vue.

Amnesty International a envoyé une lettre au Premier ministre ture pour lui faire part du grand intérêt que l'Organisation a porté aux débats ayant eu lieu au Parlement sur les mesures démocratiques, parmi lesquelles l'abolition de l'article 8 de la loi antiterroriste – qui punit d'une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement les actes de « propagande séparatiste » – et les modifications de la Constitution turque.

L'Organisation ajoute, dans sa lettre, qu'elle accueille avec satisfaction le projet d'abolition de l'article 8, qui permettrait la libération de plus d'une centaine de prisonniers – des journalistes pour la plupart –, dont un grand nombre sont, de toute évidence, des prisonniers d'opinion. Cependant, aux termes des réformes envisagées, l'infraction de « propagande séparatiste » serait reportée à l'article 311 du Code pénal ture.

« Il est difficile de croire en la sincérité de réformes démocratiques en vertu desquelles des citoyens risquent, parce qu'ils expriment leurs opinions non violentes, d'être emprisonnés ou d'être détenus secrètement et brutalisés dans un poste de police, ou encore d'être enlevés par des policiers en civil avant de disparaître pour toujours. Il est difficile de ne pas penser que ces réformes ont pour principal objectif de détourner les critiques nationales et internationales dénonçant une situation des droits de l'homme qui s'aggrave », a déclaré Amnesty International.

L'Organisation a demandé que le champ d'application des réformes démocratiques soit élargi, afin que celles-ci abrogent sans ambiguïté les articles de loi ayant conduit à l'incarcération de prisonniers d'opinion et qu'elles fournissent aux citoyens tures des garanties élémentaires contre la torture, les exécutions extrajudiciaires et les "disparitions". Alors, et alors seulement, ces réformes ouvriront une nouvelle ère pour les droits de l'homme en Turquie |